

AGRICULTURE À TIZI-OUZOU

Un atout pour le développement de la commune d'Imsouhal

«La valorisation du potentiel agricole peut constituer une chance pour le développement de la commune.» Le constat est du P/APC d'Imsouhal qui se désole que la municipalité, que dirige l'exécutif, peine à sortir du sous-développement qu'elle traîne depuis sa création, il y a 37 ans, suite au découpage administratif de 1985.

Située à plus de 50 km à l'est de Tizi-Ouzou, sur une superficie de près de 24 km², Imsouhal est une commune à vocation agricole. Un atout qui reste malheureusement négligé et très peu valorisé, et ce, malgré la disponibilité d'un territoire où la SAU (surface agricole utile) occupe un taux non négligeable de 60%. Hormis les opérations de mise en valeur agricole qui remontent à la fin des années 1980 et qui n'ont pas été couronnées de succès, Imsouhal a peu bénéficié des programmes de mise en valeur de l'espace rural initiés par l'Etat, durant la décennie en cours. «Depuis 2006, la commune n'a été destinataire que de 2 programmes dans le cadre du PPDR, et qui tardent à aboutir faute de financements bancaires. Des crédits qui restent encore bloqués pour des raisons bureaucratiques au niveau des services concernés de la wilaya de Tizi-Ouzou», se désole le maire qui, tout en demandant la relance des-dits programmes, souhaite l'inscription d'autres actions dans le cadre de la même formule (PPDR) au profit de la commune. «Les services de l'agriculture et des forêts doivent accorder plus d'intérêt à notre commune ; nous avons grandement besoin de l'aide de l'Etat pour libérer et promouvoir les initiatives locales en matière d'élevage, de l'agriculture et de l'arboriculture de montagne», a-t-il ajouté. L'ouverture des pistes agricoles, qui aideraient à la valorisation de l'activité oléicole, la

construction de retenues collinaires, la réhabilitation de celle déjà existante, dont la réalisation remonte à 1986 et qui est dans un état de dégradation avancé en raison, entre autres, de son envasement, sont autant d'actions urgentes à engager par les services concernés de l'Etat. «Des actions qui permettraient, estimera le premier responsable de l'exécutif communal, de booster l'activité agricole et, partant, le développement de l'ensemble du territoire et de la population de la commune.»

Depuis sa création en 1985, Imsouhal reste entièrement dépendante des subventions de l'Etat et des PCD pour la réalisation des opérations de développement au profit d'une population estimée, au dernier RGPH, à 6 520 habitants répartis entre 17 villages.

A Imsouhal, parler d'investissement et de zones d'activités est une hérésie. Du coup, un chômage endémique frappe de plein fouet une importante population juvénile forcée d'aller ailleurs en quête d'un travail salarié. «Les opportunités d'emploi, étant quasi inexistantes, se résument aux petits commerces de proximité et au transport public de voyageurs, des corps de métiers qui ne peuvent pas occuper beaucoup de monde et qui génèrent des rentrées fiscales insignifiantes au profit de la commune», résume le maire qui insistera sur la distribution équitable et la gestion par-

ticipative des fonds destinés à la concrétisation des projets inscrits au chapitre des projets communaux de développement (PCD). «Au début de chaque exercice, les représentants des villages sont invités à exprimer leurs besoins, à raison de trois propositions de projets pour chaque village. A la suite de quoi, les services techniques de l'APC établissent des fiches techniques», fera observer le maire. Ajoutant : «En matière d'AEP, qui est une préoccupation récurrente et partagée par de nombreux citoyens de la commune, on peut dire qu'on a atteint nos objectifs. Aujourd'hui, tous les villages sont dotés de châteaux d'eau, et des budgets ont été alloués pour l'aménagement des fontaines au niveau des villages où tous les foyers sont reliés au réseau d'assainissement des eaux usées.» Un motif de satisfaction pour S. Ourlis, qui n'a pas manqué d'exprimer le même sentiment au sujet de certains acquis au profit de la commune, dans les domaines de l'éducation et de l'énergie. «Notre commune vient de bénéficier d'un projet de construction et de l'équipement d'un lycée, qui est une

vieille revendication de la population, qui vient d'être satisfaite et dont le suivi est confié à la Slep. Nous demandons à être informés sur toutes les étapes liées à la conduite de ce grand investissement afin de tenir informés, à notre tour, nos concitoyens sur le dossier.» L'autre sujet qui fait l'actualité à Imsouhal, c'est la concrétisation du projet de raccordement de la quasi-totalité des villages de la commune au réseau d'alimentation en gaz de ville «malgré de multiples blocages», précise le P/APC qui annonce pour le 5 juillet la mise en service du gaz au profit de 1 500 foyers.

La mise en service du gaz pour les 2 300 foyers restants dépend de la finalisation des travaux qui sont en cours de réalisation. Toutefois, le maire se veut rassurant à l'égard des cinq villages restants, à savoir Aït El-Bachir, Aït Meddour, Iguer Leqqar, Aït Yousef Ouali. Ils seront pris en charge dans le cadre du plan quinquennal 2010/2014. A l'instar de nombreuses communes de la wilaya, la problématique de l'environnement se pose avec acuité pour la commune d'Imsouhal où l'on déplore l'insuffisance de moyens

humains et matériels pour assurer la collecte des ordures ménagères à travers l'ensemble des villages. La levée des blocages pour la construction de la déchèterie intercommunale de Boubhir, comme prévu sur le programme de l'inspection de l'environnement de la wilaya, constitue une solution au problème de gestion des déchets ménagers, l'un des points noirs dans le bilan du premier responsable de l'exécutif communal.

Dans le secteur de la santé, l'affectation d'une subvention spéciale pour la réhabilitation et l'entretien des salles de soins, le renforcement en moyens humains et matériels de la polyclinique (2 médecins et 2 dentistes pour 6 500 habitants) font partie des doléances pour améliorer le volume et la qualité des prestations qui, suggère-t-on, peuvent et doivent être renforcées par la construction d'une nouvelle polyclinique au niveau du chef-lieu communal, laisse entendre le maire, qui avance une série de doléances relatives au secteur de l'habitat, de la culture, de la jeunesse et des sports.

S. A. M.

STATION DE REFOULEMENT DE L'OUED N'REMAN

Envasement et risque de pollution de l'eau

L'alimentation en eau potable des villages de la commune est sujette à de fréquentes perturbations. Le problème est dû à la vétusté des équipements de la station de refoulement installée sur le lit de l'oued n'Reman et dont la mise en service remonte à 1997. C'est ce qu'on peut lire sur une correspondance de l'APC adressée aux services concernés de la wilaya, indiquant que la station nécessite des réparations pour améliorer le fonctionnement et le rendement de son réseau. On signale aussi que la station connaît des blocages fréquents provoqués par la boue lors des crues hivernales. En été, c'est la sécheresse et la faiblesse du débit de

l'oued qui est la cause du mauvais rendement de la station. Le document de l'APC signale également des risques de contamination de l'eau, du fait que l'oued n'Reman est le réceptacle des réseaux d'assainissement des eaux usées provenant des villages des 3 communes (Illitène, Illoula et Imsouhal) situées en amont de l'oued. Des mesures urgentes et adéquates doivent être prises pour améliorer le fonctionnement et le rendement de la station et pour, surtout, éviter tout risque de contamination de l'eau, préconise le document de l'APC.

S. A. M.

6^e FORUM DE L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Création d'un master en emballage et arts graphiques, une première en Algérie

L'Université de Béjaïa et Général Emballage Spa ont, en marge de l'inauguration du 6^e Forum ayant pour thème «l'université et le monde productif», signé une convention de coopération globale portant sur un échange de compétences et de savoir-faire.

La convention, signée par Ramdane Batouche, P-dg de Général Emballage Spa, et le P^r Djoudi Merabet, recteur de l'Université de Béjaïa, évoque, selon les deux parties, la création à la rentrée universitaire 2013 d'un master professionnel en emballage et arts graphiques, soit une première en Algérie où il n'existe aucun cursus universitaire professionnel dédié à l'emballage. «La relation avec l'entreprise, comme toute relation sociale et économique, se construit comme une œuvre architecturale, avec des

fondements solides et des calculs précis. Pour ce faire, il faut que les universités aillent vers et dans les entreprises et que celles-ci viennent à elles», dira M. Merabet, recteur de l'Université de Béjaïa, lors de son intervention, avant d'ajouter dans le même contexte d'idées qu'«en 2007, on est passé après évaluation des trois premières années du LMD au Forum de Béjaïa avec la ferme conviction que nous sommes plus intelligents à plusieurs et que le travail d'équipe est indispensable dans toutes les activi-

tés et actions entreprises. Nous sommes à la sixième édition, donc je ne vais pas rappeler les objectifs du Forum et je ne cesserai de dire pour que l'université prenne son essor, il faut qu'elle soit reliée de manière dense et pérenne au monde économique». Ce master, estime M. Bessa, directeur de communication de l'entreprise susmentionnée, sera ouvert aux titulaires de licence et ceux-ci bénéficieront de bourses offertes par Général Emballage Spa et d'une immersion en situation professionnelle dans les usines de Général Emballage. Cette convention, qualifiée d'«historique» par Ramdane Batouche, a été symboliquement signée, hier à l'ouverture du 6^e Forum de Béjaïa.

Le leader national de l'industrie du carton ondulé, Général Emballage, entend faire de la relation avec l'Université de Béjaïa, un espace d'échanges et d'approfondissements des compétences et inscrire la formation au cœur de ses préoccupations. Concernant cette manifestation économique-universitaire, l'entreprise s'est présentée à travers un grand stand d'exposition, ainsi qu'un acte de sponsoring majeur de 500 000 DA alloué aux organisateurs du Forum. 10 laptops sont offerts aux majors de promotion 2012 et une salle de calculs de l'université a été dotée de 25 PC et tables connectiques par Général Emballage.

Kamel Gaci

AÏN-TÉMOUCHENT

À quand un deuxième bureau de poste à Aïn-El-Arba ?

L'unique bureau de poste de Aïn-El-Arba, situé au centre-ville et construit à l'ère coloniale, était conçu pour quelques dizaines de personnes, mais cette ville compte à présent une population de plus de 20 000 habitants.

Cependant, ledit bureau est resté tel qu'il a été laissé par les colons : une salle exiguë pour contenir la foule d'usagers qui se rendent quotidiennement à ce bureau.

L'exiguïté des lieux, le manque de personnel au niveau des guichets ainsi que l'absence d'un DAB (distributeur automatique de billets de banque) ne permet pas à la population d'avoir de bonnes prestations de services. C'est pourquoi, les usagers de cette ville ne cessent de réclamer un deuxième bureau de poste pour satisfaire la population qui ne cesse de s'accroître.

L'année dernière, on avait laissé entendre que ce bureau serait transféré vers un autre lieu plus spacieux qui répondrait à

toutes les normes. Seulement le choix dudit lieu n'a jamais été fait par les autorités locales, ce qui contraint la plupart des usagers de Aïn-El-Arba à se déplacer vers d'autres villes voisines telles que Hammam Bou-Hadjar ou le chef-lieu de wilaya pour effectuer leurs opérations postales. Un souhait qui anime le commun des citoyens de la ville, c'est d'ouvrir un deuxième bureau de poste pour pouvoir alléger la pression qui s'exerce sur l'unique bureau de poste.

S. B.

SÉTIF

Un réseau de voleurs de voitures démantelé

Un vaste réseau spécialisé dans le vol de voitures a été démantelé par les services de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Sétif. L'affaire a débuté par la découverte, il y a plus de six mois, d'un faux dossier de base déposé au niveau du service des cartes grises de la daïra d'Aïn Arnat. Les premières investigations ont permis la découverte de 26 autres dossiers falsifiés de véhicules touristiques récents volés dans la wilaya d'Alger, et parmi eux un véhicule qui fait l'objet d'une recherche internationale. La méthode utilisée par les membres de ce réseau consistait, après le vol des véhicules, à falsifier les numéros de châssis et à déposer ces dossiers fictifs afin de se faire délivrer les cartes grises et écrouler par la suite les voitures en toute légalité. Les sept membres de ce réseau n'ont pas tardé à être identifiés puis interpellés. Cinq d'entre eux furent arrêtés à Sétif, dont deux fonctionnaires du service des cartes grises au niveau de la daïra de Sétif. Un autre se trouvant en détention provisoire à Guelma, impliqué dans une autre affaire. Quant au dernier membre du groupe, il est décédé dans un accident de la circulation. Présentés au parquet pour vol, falsification, faux et usage de faux, usurpation d'identité fictive, usurpation de fonction, imitation de sceaux de l'Etat et escroquerie, les six mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt. Les policiers ont aussi réussi, à l'issue de cette enquête, à récupérer une vingtaine de voitures volées.

I. S.

TRANSPORT À SIDI-BEL-ABBÈS

Les usagers contre l'augmentation des tarifs

Les usagers de la ligne Sidi Ali Benyoub-Benbadis se sont insurgés dans la journée de mercredi dernier contre la hausse des tarifs des taxis collectifs qui sont passés de 20 à 25 DA. Selon les représentants, la direction des transports contactée par ces derniers a déclaré ne pas avoir accordé cette augmentation aux chauffeurs de taxi et n'avoir donné aucune instruction dans ce sens. Devant les déclarations de la direction, les usagers interpellent les autorités locales sur une telle décision émanant des chauffeurs de taxi seulement. Les usagers de Sidi Ali Benyoub qui disent se rendre fréquemment à Benbadis, une daïra plus importante que la leur, pour faire des courses et certaines démarches, refusent cette augmentation au même titre que ceux de Benbadis.

A. M.